



Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 25

Genève, le 4 mars 2008

"AYA Info" peut être consulté sur le site Internet : <http://www.terrabrasilis.ch> > Aya Info

Rencontre Lula – Sarkozy : Un plan d'action franco-brésilien

La rencontre Lula-Sarkozy le 12 février à Saint Georges de l'Oyapock* en Guyane Française a donné lieu à la publication d'une Déclaration conjointe des deux présidents qui expriment leur volonté de développer un partenariat stratégique entre les deux pays. Il s'agit d'un plan d'action en cinq points : au niveau international; une meilleure connaissance mutuelle; la valorisation et la protection de l'environnement; le maintien de l'ordre public le long de la frontière; le développement de nouveaux outils de coopération. La Déclaration mentionne plus d'une vingtaine de mesures comme le soutien de Paris à la candidature du Brésil pour occuper un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU et sa participation au G8, l'appui du Brésil à la participation de la France aux activités d'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA), la reprise d'un projet de construction d'un pont sur le rio Oyapock qui sépare le Brésil de la Guyane. Mais aussi la lutte contre l'orpaillage clandestin et l'entrée clandestine de Brésiliens en Guyane (ils y sont plusieurs dizaines de milliers), sans oublier la coopération dans le domaine de la défense, etc.

A l'occasion de sa visite en Guyane, le président français a annoncé le déploiement d'un millier de militaires et l'envoi de spécialistes du Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale – GIGN pour lutter contre l'orpaillage. ("Le Monde" du 13/02/08)

Pour consulter la Déclaration conjointe (en français) :

http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=view&lang=fr&cat_id=1&press_id=1033

* Voir AYA Info No 24

Assemblée générale des Tuxauas de Roraima

Le Conseil Indigène de Roraima – CIR va réunir, du 6 au 10 mars, la 37^e Assemblée générale des Tuxauas (chefs de communautés) dans le village indigène du Barro, dans la Terre Indigène Raposa Serra do Sol – TI RSS. Le CIR attend plus de 1'100 indigènes et les représentants de 30 institutions gouvernementales et non gouvernementales. La rencontre est placée sous le thème général "Organisés, Unis et Fortifiés". Plus concrètement, plusieurs sujets sont à l'ordre du jour : le retrait des envahisseurs de la TI, les projets d'exploitation minière dans les TI, la construction d'une usine hydro-électrique sur le rio Contingo, la municipalisation des services de santé indigène et le renforcement institutionnel du CIR. Les organisateurs sont préoccupés par l'annonce d'actes de résistance de la part des riziculteurs menacés par une probable opération de retrait par les forces de l'ordre. Ils ont demandé à la Police Fédérale d'assurer la protection de l'Assemblée alors que celle-ci aurait bien voulu voir la réunion annulée pour des raisons de sécurité. Le coordinateur du CIR, Dionito José de Souza, a lancé un appel à la paix et au respect des peuples indigènes de la TI RSS (Voir ci-après).

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.cir.org.br/noticias>

Terre Indigène Raposa Serra do Sol – TI RSS : Prochaine évacuation des riziculteurs ?

Selon la "Folha de Boa Vista", les forces de police préparent l'appui logistique nécessaire au retrait des riziculteurs qui refusent de quitter les terres qu'ils cultivent dans la TI RSS. Celle-ci a été démarquée en avril 2005. Ce n'est pas la première fois qu'une telle opération est envisagée. L'association des riziculteurs, présidée par Paulo Quartiero, a déjà exprimé sa volonté de résister à cette évacuation. Les riziculteurs ont l'appui d'une bonne partie de la classe politique de l'Etat de Roraima, notamment du député fédéral Márcio Junqueira. Ils mobilisent également la population en invoquant une conspiration internationale contre les intérêts du Brésil. Le Gouverneur de l'Etat demande l'annulation de l'opération. C'est un climat de tension qui s'installe. Pour en savoir plus (en portugais) :

<http://www.folhabv.com.br/noticia.php?editoria=cidades&Id=36317>,

<http://www.folhabv.com.br/noticia.php?editoria=politica&Id=36301>

et

<http://www.folhabv.com.br/noticia.php?Id=36325>

Exploitation minière dans les Terres Indigènes*, les Yanomami protestent à Brasilia

Plusieurs membres de la Commission spéciale de la Chambre des députés, chargée d'examiner le projet de loi 1610/96 traitant de l'exploitation minière dans les Terres indigènes, étaient le 14 février à Boa Vista, la capitale de l'Etat de Roraima. Ils ont tenu deux réunions chez les Yanomami, la première dans la communauté Surucucu - Xirimifiki et la deuxième dans la communauté Auaris. Le 15 février déjà, Hutukara Associação Yanomami – HAY a rédigé un procès-verbal du déroulement de ces visites. Dans leur conclusion, les rapporteurs Dário Valério et Raul Luiz Yacashi Rocha reprochent à la délégation de moins écouter les indigènes que de tenter de les convaincre – y compris en offrant des cadeaux - des "bienfaits" de l'exploitation minière. Le 25 février, Davi Kopenawa, président de HAY, publie une lettre ouverte sur la conception qu'ont les Yanomami du développement. Il reprend aussi les raisons pour lesquelles ils refusent l'exploitation minière. Davi interpelle les blancs : *"Nous ne sommes pas seulement préoccupés de ce qui va arriver avec les peuples indigènes. Pensez-vous que les blancs ne seront pas affectés ? Vous ne savez pas ce qui arrive dans le monde ? Dans d'autres lieux, le climat change, il est plus chaud, des grands fleuves, des animaux sont en train de mourir et tous souffrent. Vous n'avez pas encore appris que ce type de développement peut nous tuer tous ?"* Le 26 février, les leaders Yanomami étaient à Brasilia pour rencontrer les membres de la Commission des Droits Humains de la Chambre des députés et ceux de la Commission spéciale d'exploitation minière à qui ils ont remis le rapport de visite et la lettre ouverte. Ils ont protesté contre la visite inattendue des parlementaires dans la TI Yanomami et les pressions exercées sur les communautés pour qu'elles acceptent l'exploitation minière. Le Forum de Défense des Droits Indigènes – FDDI a dénoncé le comportement des membres de la Commission parlementaire.

* Voir AYA Info nos 15, 20 et 22.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.socioambiental.org/nsa/detalhe?id=2608> ,

<http://www.socioambiental.org/nsa/detalhe?id=2613>

et

<http://www.cimi.org.br/?system=news&action=read&id=3044&eid=326>

Service de santé*, les Yanomami veulent une réponse urgente du Ministre de la santé

Présents à Brasilia au sujet de l'exploitation minière, les leaders Yanomami ont également diffusé une lettre ouverte au Ministre de la Santé, José Gomes Temporão, dans laquelle ils expriment leur préoccupation face à l'aggravation de la situation sanitaire des communautés et aux problèmes du Service de santé. Ils demandent une réponse urgente du Ministère et de la Fondation Nationale de la Santé – FUNASA. Ils ont été reçus par le président de la Funasa, Danilo Forte et le Directeur du Département de la Santé Indigène – Desai, Wanderley Guenka. Ils ont demandé plus d'engagement de la Funasa dans l'entretien et la fourniture des équipements des Centres de santé, l'intensification des programmes d'immunisation et une meilleure planification des activités. Les responsables de l'organe ont affirmé que l'aire Yanomami était une des zones prioritaires de la Funasa. Ils ont donné la garantie que la fourniture de médicaments serait assurée. Le non renouvellement de la convention, passée entre la Fondation de l'Université de Brasilia – FUB et la FUNASA* en octobre 2007, a ouvert une crise dans le service de santé pour de nombreuses communautés Yanomami de l'Etat de Roraima. Plus récemment le Ministère du travail a exigé que le recrutement du personnel, engagé dans le cadre des conventions signées avec la Funasa, soit le résultat d'un concours public. Cette exigence a bloqué la signature de toute nouvelle convention, dont celle en cours de négociation avec l'association Service et Coopération avec le Peuple Yanomami - SECOYA (partenaire d'AYA), seule association d'accord de "reprendre" le service de santé dans l'aire précédemment couverte par la FUB. La Commission Pro-Yanomami – CCPY a publié une note expliquant ce qu'elle appelle "La saga des réformes de la santé indigène". Elle fait des propositions pour sortir de la crise dans laquelle se trouve la gestion des ressources humaines de la Funasa. Le Conseil Indigéniste Missionnaire – CIMI a également publié une note relative au service de santé indigène qui souligne l'importance d'un contrôle social effectif et la participation indigène dans toutes les instances de décision. Compte tenu de la demande des Yanomami et de l'évolution des négociations avec le Ministère du Travail et la Funasa, la SECOYA devrait être en mesure de reprendre le service de santé dans une grande partie de la TI Yanomami. "AYA info" reviendra ultérieurement sur le sujet.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.socioambiental.org/nsa/detalhe?id=2613> et

<http://www.cimi.org.br/?system=news&action=read&id=3053&eid=243>

*Voir AYA Info Nos 18,19 et 23

Bernard Comoli (avec l'aide Silvio Cavuscens)